

38 PO **U.** R

l'éducation, l'enseignement, la recherche, la culture

Bulletin n°128 de septembre 2025 - Prix : 0,50€ (abonn. 2,5 €)

Bulletin trimestriel - Section de l'Isère de la Fédération Syndicale Unitaire

FSU-ISÈRE ■ Bourse du Travail ■ 32, av. de l'Europe ■ 38030 GRENOBLE CEDEX 2



Éditorial

Renversant !

GRENOBLE CTC

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

DÉPOSÉ 26/09/2025

Attention, cet éditto est écrit le soir d'une mobilisation d'ampleur et d'une manifestation grenobloise galvanisante à l'issue de la journée de mobilisation citoyenne du 10 septembre. Quelle énergie ! Que de jeunesse ! Que de monde !

Mais on ne va pas boudier son plaisir, au risque que 3 semaines plus tard, quand vous lirez ces lignes, les événements n'aient renvoyés cette journée aux oubliettes... D'abord, même si le vœux de « bloquer tout » ne s'est pas réalisé dans toutes les dimensions économiques, saluons le premier succès de ce mouvement citoyen : Bye bye Bayrou, et personne pour le regretter !

Ensuite, remarquons que l'extrême droite n'a pas pu s'infiltrer. Lorsqu'il s'agit de défendre la justice sociale, la fachosphère disparaît...

Notons aussi les leçons tirées du mouvement des gilets jaunes : pas question pour les organisations syndicales de regarder de loin un mouvement populaire ; pas question pour les citoyen-es mobilisé-es de se priver de l'outil syndical.

Observons les enseignements des luttes passées ou en cours : street médic, groupes de soutien mental, cuisines et logistique, guide du manifestant arrêté, organisation de la prise de parole, choix des stratégies et actions...

Saluons la complémentarité des actions (barrages filtrants, manifestations, AG, journées intersyndicales, grèves) et leur multiplicité (les milliers de policiers mobilisés ne pourront pas suivre ce rythme).

Analysons les pancartes et les paroles des manifestant-es : échec du ruissellement, attaques anti démocratiques, détestation de Macron et son monde, demande de justice fiscale, refus de la retraite à 64 ans, scandale de la loi Duplomb, urgence environnementale, génocide à Gaza, mépris de la jeunesse, chasse aux pauvres, réparation des Services Publics... Tout ça produit lentement mais sûrement une convergence de luttes contre le capital, dont chacun pressent la responsabilité, et la nécessité d'en finir !

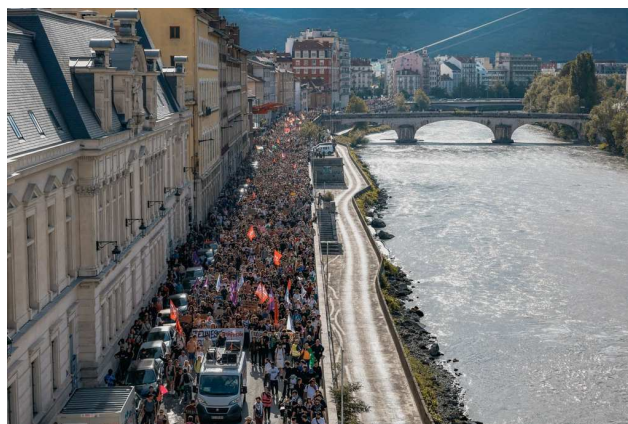
Autant de combats qui se retrouvent dans les mandats de la FSU et dans les pages qui suivent : permettre que

l'expertise des plannings familiaux bénéficient à nos élèves au sein des programmes d'Éducation à la Vie Affective et Relationnelle ; décrypter les implicites du futur budget ; poser les premières pierres d'une « maison commune » où se retrouveraient, la FSU et la CGT selon des modalités à construire soigneusement ...

Le chemin semble toujours long à celles et ceux qui le subissent ...

Mais nous avons l'initiative ! Alors, gardons-la pour tracer avec passion le chemin qui nous ressemble !

Manue Pauthier et David Sujobert
co-secrétaires FSU38



Sommaire

■ Éditorial	p 1
■ EVAR	p 2
■ Maison commune	p 2
■ Dette et budget : mêmes combats !	p 3
■ Actions passées et à venir	p 4

Programme EVAR : le DASEN aux ordres du ministre pour évincer le Planning Familial

La FSU s'était félicitée, avec nombre d'autres organisations, de la mise en place du programme d'Éducation à la Vie Affective et Relationnelle (et Sexuelle) dans le 2nd degré pour cette rentrée 2025. En effet, ce programme est un outil essentiel de lutte contre les violences faites aux enfants, il faut le rappeler : 1 enfant sur 10 est victime de violences sexuelles, 160 000 enfants chaque année. La Ciivise (commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants) recommande une intensification de leurs repérages et cela ne peut se faire que si les personnes sont formées à les identifier, à accueillir leur parole et permettre leur accompagnement.

Cela dit, même si le programme devient un solide point d'appui pour organiser les séances et avoir une progression selon l'âge, la maturité des enfants, il est absolument nécessaire d'être formée pour animer ces dites séances. À l'école primaire, comme ailleurs, aborder des sujets qui concernent l'intime exige une préparation, un encadrement à la hauteur des enjeux : non jugement, sécurisant, sensibles. C'est pour créer cet environnement

émancipateur et rassurant que le Planning Familial (PF) et les autres associations agréementées intervenaient particulièrement dans les écoles. En 2024, le PF a ainsi réalisé 300 séances et donc permis à plus de 2000 élèves de bénéficier de ces séances animées par des professionnelles.

Tout ça, c'est fini.

Dès juin 2025, le DASEN a commencé à annoncer la fin de ces interventions extérieures. Cette interdiction a été renouvelée à la rentrée. En effet, il n'est pas écrit dans le programme que des associations (même agréementées) peuvent intervenir. Cette possibilité est inscrite pour le second degré. C'est donc son absence pour le premier degré qui permettrait son impossibilité. Les personnels sont encore très peu formés et ce ne sont pas les 4 h de webinaire prévues qui permettront d'aborder sereinement les séances d'EVAR !

La FSU et d'autres organisations sont déjà en lien et au travail contre cette décision insensée !

Manon Péroz

Maison commune : l'unité syndicale pour améliorer notre quotidien et transformer demain

Le 8 septembre, se sont réunies à la Bourse du Travail des représentant·es isérois·es de la FSU et de la CGT pour poser des premières bases d'une « Maison commune ».

Dans la période que nous traversons, où notre camp social est attaqué de toutes parts, retraites, jours de carence, inflation, et la liste est loin d'arriver à son terme, où nous comptons notre 3^{ème} premier ministre depuis la dissolution de l'Assemblée Nationale, 6 ministres de l'Éducation nationale en 3 ans (bientôt un·e 7^{ème} ?) ; dans cette période où nous voyons au niveau tant national qu'international, le creusement des inégalités sociales, la montée des extrêmes droites, les guerres,... il est important que nos organisations syndicales renforcent leurs liens et puissent mener les luttes dans l'unité.

Engagé au niveau national depuis 2009, la volonté de la construction de cette « Maison Commune » a été renouvelée cette année lors du congrès de la FSU en février. En Isère, nous souhaitons y contribuer en renforçant les

liens qui existent déjà avec la CGT sans exclure le travail commun avec d'autres organisations syndicales.

Cette première rencontre a été l'occasion de mieux nous connaître et de comprendre le fonctionnement de nos organisations. Une prochaine réunion est déjà programmée en octobre pour commencer la construction d'un travail commun dans le cadres de formations notamment ou d'actions ponctuelles.

Notre mandat poursuit 3 objectifs principaux : améliorer l'unité d'action en intersyndicale pour gagner sur nos revendications ; cheminer plus spécifiquement sur la fonction publique et les enjeux des services publics ; travailler en commun pour gagner en efficacité.

Face aux attaques de plus en plus violentes du monde libéral que nous subissons, l'unité, le rassemblement et l'action sont à construire en rassemblant toutes nos forces et la FSU et ses différents syndicats y contribueront.

Agnès Uggeri

Fédération Syndicale Unitaire - Section de l'Isère ■ 38 POUR : bulletin édité par la section de l'Isère de la FSU

Adresse : Bourse du Travail - 32 av. de l'Europe - 38030 GRENOBLE CEDEX 2

Téléphone : 04 76 09 13 60 ■ Télécopie : 04 76 40 36 42 ■ Courrier électronique : fsu38@fsu.fr

Site : <http://sd38.fsu.fr> ■ Directrice de la publication : Emmanuelle PAUTHIER

■ CPPAP 0925 S 07523 ■ ISSN 1259-1343 ■ Dépôt légal : 4^{ème} trimestre 2025 ■ Imprimé par nos soins
Ce bulletin vous a été envoyé grâce aux fichiers informatiques de la FSU. Conformément à la loi du 8/01/1978, vous pouvez avoir accès ou faire effacer les informations vous concernant en vous adressant à la FSU.

Les travailleurs·euses et les pensionné·es ne se laisseront pas sacrifier sur l'autel de la dette !

Pour vous mettre à niveau et tout comprendre sur l'instrumentalisation de la dette, lire l'article de Jacques Agnès « Ô dette (de Crécy ?) ! ô désespoir ! » : grenoble.snes.edu/o-dette-de-crecy-o-desespoir.html . Une fois que vous aurez bien en tête que « les politiques publiques menées depuis des années ont asphyxié les recettes de l'État en réduisant la participation des plus riches aux dépenses collectives, [et en transformant les] contribuables en créanciers » (Jacques Agnès), les mesures envisagées dans le budget Bayrou (ou dans celui qui adviendra de la pensée pas magique de Lecornu), deviennent limpides !

Suppression de 2 jours fériés (« travailler plus pour gagner moins ») : Nous avons déjà connu la « journée de solidarité » (lundi de Pentecôte) et l'on sait le succès obtenu ... Toute suppression d'un jour férié équivaut à une dévaluation du salaire et une attaque au droit au repos collectif. En effet, rien ne garantit une hausse de la production ! Supprimer des jours fériés, c'est imaginer que la production des services publics ou des entreprises est juste proportionnelle aux jours ouvrés alors que les entreprises affirment à longueur de temps que la production est surtout liée aux carnets de commandes !

Suppression de 3000 postes de fonctionnaires et non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois : Les hôpitaux et les EHPAD sont en urgence absolue. Des milliers d'enfants sont en danger à défaut de prise en charge sociale satisfaisante ; les places en crèche, insuffisantes, baissent encore ; les commissariats et les tribunaux sont débordés et on supprimerait des postes de fonctionnaires ?

Baisse du salaire des fonctionnaires en euros constants :

Depuis 20 ans, les salaires des fonctionnaires ont baissé de 23 % en euros constants ! Avec l'inflation de 1,4 % prévue pour 2026, le gel du salaire des fonctionnaires annoncé signifie que les salaires des agent·es de la fonction publique baisseront, tout simplement.

Baisse, en euros constants, des pensions pour les retraité·es : Les pensions des retraité·es seraient gelées à leur niveau de 2025. Avec l'inflation prévue pour 2026, cela signifie une baisse de niveau de vie de plusieurs centaines d'euros par an.

Santé : stigmatisation des patient·es et augmentation du reste à charge.

Depuis le 1^{er} mars 2025, 10 % de la rémunération pour la pomme des agent·es en cas d'arrêt maladie ordinaire, y compris pour les femmes enceintes !

Dans le projet de budget Bayrou, et sans précision à ce jour, le plafond des franchises médicales et des participations forfaitaires serait doublé passant ainsi de 50 à 100 euros à la charge des patients. Par ailleurs, le dispositif de prise en charge des affections longues durées (ALD) est dans le viseur pour diminuer la couverture de

ces patients. Par contre le gouvernement ne propose rien pour lutter contre les déserts médicaux et pour favoriser l'accès aux soins de qualité ou encore pour lutter contre l'exposition toujours croissante des dépassements d'honoraires ...

Baisse du budget de tous les services publics : Le budget des universités, des hôpitaux, des collectivités locales, de la culture et de tous les services publics à l'exception du ministère de la défense serait gelé et baisserait donc selon les prévisions de 1,4 % en euros constants (Banque de France), voire plus pour certains ministères comme celui de la Culture ou le Ministère du travail et de l'emploi : -1,7 Milliards d'euros après 4,4 Milliards en 2025. Alors que les hôpitaux, les universités, les collectivités territoriales sont de plus en plus endettées, cela se traduirait par la suppression de nombreux projets, les licenciements de contractuel·es, voire la fermeture de filières, de services ou d'établissements.

Suppression d'agences et de programmes de l'État :

Que l'on s'interroge sur la pertinence d'une agence c'est bien normal : l'évaluation doit faire partie des politiques publiques. Mais le faire avec une simple politique du chiffre est très dangereux. Certaines agences sont précieuses (ADEME, ANRU, ANSES...). Les supprimer c'est, sur le long terme, retarder des transformations nécessaires ou limiter des contre-pouvoirs indispensables.

Remise en cause tous azimuts des droits des salarié·es : flexibiliser le code du travail (monétiser la 5^{ème} semaine de congés payés, faciliter le recours aux contrats précaires, diviser par deux les délais de recours devant les prud'hommes en cas de licenciement abusif). Il est aussi question de « simplifier » drastiquement les démarches des entreprises (dans ce cas, le recul des droits sociaux et environnementaux est garanti) avec des mesures qui pourraient être prises par ordonnance dès l'automne, donc sans être adoptées par le Parlement !

Ce n'est ni aux salarié·es ni aux pensionné·es ni aux chômeur·euses de fournir les 44 milliards d'euros d'effort pour réduire la dette ! Ces milliards, il suffit d'aller les prendre là où ils n'ont pas à être !

Manue Pauthier

Actions passées et à venir



Mercredi 10 septembre 2025, à Grenoble

30 000 personnes selon les organisateurs·ices,
11 000 selon les autorités,
20 000 selon la FSU ...

Dans tous les cas, un succès remarquable !

Jeudi 18 septembre 2025

Budget Bayrou ou budget Lecornu : même combat !

14 000 personnes ont dénoncé haut et fort tout projet qui vise à appauvrir encore plus les services publics, à appauvrir les salarié·es et les pensionné·es !



Caisse de solidarité avec les grévistes :

Au moment où ces lignes sont écrites, on espère que la caisse de solidarité servira !

Les adhérent·es du SNESUP-FSU, du SNES-FSU et du SNEP-FSU s'adressent directement à leur syndicat préféré ! Pour les autres, les modalités pratiques sont communiquées par le syndicat de l'adhérent·e.

Samedi 28 septembre 2025

14h30, Place Victor Hugo, Grenoble
Pour le respect des droits humains et du vivant !



Vendredi 7 novembre 2025

bourse du travail, Grenoble

stage intersyndical féministe : « construire la grève féministe »

<https://fsu38.fsu.fr/stage-intersyndical-feministe-construire-la-greve-feministe/>



Mardi 14 octobre 2025

Bourse du travail, Grenoble

stage « Notre Sécu fête ses 80 ans ! »

grenoble.snes.edu/notre-secu-fete-ses-80-ans.html



Mercredi. 4 décembre 2025

Journée nationale
d'anniversaire :
la sécu a 80 ans !



Samedi 22 novembre 2025

Bourse du travail, Grenoble (en attente de confirmation)
« 10h pour la Palestine » : débats, témoignages, conférences, petite restauration, artisanat ...